



Au lycée Utrillo de Stains, nous exigeons une enquête pour protéger les élèves, pas pour réprimer les lanceur·se·s d'alerte !

Depuis 2011, les personnels du lycée Maurice Utrillo de Stains se sont mobilisé·es pour dénoncer les violences sexistes, sexuelles et racistes commises au sein de leur lycée. Ils et elles n'ont cessé d'alerter la hiérarchie par tous les canaux adaptés : courriers, témoignages, demandes d'audience, fiches RSST, etc. Cette année encore, ils et elles ont signalé les faits à l'administration et à la justice, comme l'exige la loi. Après plus d'une décennie de silence, le rectorat réagit enfin et ouvre une enquête administrative. Hélas, tout nous indique qu'il y a une inversion de culpabilité : ce ne sont pas les violences qui en sont le sujet, mais les "tensions dans l'équipe". Ce sont bien les collègues qui semblent visé·es par l'enquête.

Nous affirmons qu'il n'y a pourtant pas un conflit interpersonnel au lycée, mais bien des lanceurs et lanceuses d'alerte sur des violences sexistes, racistes et sexuelles. Les mobilisations des personnels ont toujours eu ces objectifs : signaler à leurs élèves potentiellement victimes qu'elles et ils peuvent parler à des personnes de confiance, formées de façon institutionnelle ou entre pairs à recueillir leur parole ; et alerter leur hiérarchie qui ne leur a malheureusement jamais répondu.

Depuis le début de l'enquête, vendredi 3 avril, les entretiens n'ont porté que sur les supposées tensions entre collègues et ignorent les violences commises. Cette enquête s'apparente de plus en plus à une répression visant les lanceuses d'alerte. Les inspecteurs et inspectrices semblent orienter leurs questions pour chercher la faille, pour trouver un prétexte, pour sanctionner de façon déguisée nos collègues. Nous ne sommes pas dupes, et le Rectorat non plus : notre institution sait que cette répression finirait mal pour elle autant médiatiquement avec un nouveau scandale d'État, que judiciairement avec une nouvelle défaite au Tribunal Administratif, tout en ayant eu le temps de causer effroi et souffrances chez les personnels du lycée Utrillo.

Nous tenons aussi à dénoncer les conditions dans lesquelles se tient l'enquête. Vendredi 10 matin, lors des auditions libres, alors qu'une dizaine d'élèves souhaitait témoigner, la commission a refusé de les entendre. La commission a indiqué qu'elle décidait seule des modalités des auditions, et ce malgré un vade-mecum stipulant que des élèves peuvent être entendu·e·s dans le cadre d'une enquête. De plus, les auditions libres de l'après-midi n'ont pas pu avoir lieu. La commission a en effet arbitrairement décidé d'y mettre fin à 13 heures, et ce malgré une communication Pronote qui indiquait que les personnels pourraient être entendus toute la journée. Ainsi, au moins six collègues n'ont pas pu apporter leur témoignage au dossier. Nous alertons sur l'absence de transparence de la commission, qui ne se soucie guère de garantir l'équité.

Nous croyons fermement à notre mission de service public et invitons notre institution à prendre ses responsabilités et enfin protéger les élèves et les personnels contre les violences. Briser le silence sur les violences sexistes, sexuelles et racistes est une nécessité. Nous savons combien cela est long et difficile. Nous restons aux côtés des personnels du lycée Utrillo qui ne renonceront jamais à protéger leurs élèves.